

## **Procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 11 décembre 2020, à distance

Le onze décembre deux mille vingt, à 9h30, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le quatre décembre deux mille vingt, s'est réuni à distance, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice :	107
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	72 (dont 5 pouvoirs)
Nombre de personnalités qualifiées extérieures présentes :	2

### **Étaient présents :**

**Titulaires (56) :** Frederic Sitbon (Asnières-sur-Seine), Zahia Bouzidi (Aubervilliers), Lea Ikkache (Arcueil), Bruno Tudor (Bagneux), Michèle Vasic (Bezons), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Vincent Mezure (Boulogne), Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Samuel Besnard (Cachan), Marie-Hélène Magne (Charenton), Andy Kangoud (Châtillon), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Kristian Bolle (Choisy-le-Roi), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Ingrid Adelaïde-Beaubrun (Le Bourget), Christophe Paquis (Les Lilas), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Alexandrine Mounier (Nanterre), Antoine Gougeon (Nogent sur Marne), Florent Lacaille Albiges (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Pierrick Amella (Pantin), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Frederic Sgard (Rueil Malmaison), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Christophe Piercy (Saint-Denis), Michel Budakci (Saint-Maurice), Patrice Pattée (Sceaux), Nicolas Moreau (Vaucluse), Thierry Duboc (Villejuif), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Emmanuel Lion (Versailles), Robin Louvigné (Vincennes), Patricia Vavassori (Grand Paris Grand Est), Henri Carratella (Grand Paris Grand Est), Mickaël Rigault (Grand Paris Grand Est), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Pascale Flamant (Grand Paris Seine Ouest), Christophe Najdovski (Métropole du Grand Paris), Ibrahima Traore (Val-de-Marne), Yann Wehring (Ile-de-France) ;

**Suppléants avec voix délibératives (11) :** Ouissam Mechria (Argenteuil), Ines Guibert (Courbevoie), Adrien Dedon (Clichy-la-Garenne), Sylvie Meline (Créteil), Françoise Carteau (Gentilly), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Matthieu Devriendt (Montrouge), Olivier Damas (Saint-Mandé), Laurent Monjole (Saint-Cloud), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Antoine Dupin (Grand Paris Seine Ouest) ;

**Suppléants sans voix délibératives :** Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), Lauriane Teyssier (La Garenne Colombes), Monique Gascoin (Noisy-le-Sec) ;

**Personnalités Qualifiées :** Frédéric Heran, Christine Lambert ;

**Excusés ayant donné pouvoir (5) :** Gabriel Galloto (Le Blanc Mesnil) donne pouvoir à Frederic Sitbon, Marc Feugere (Chatenay-Malabry) donne pouvoir à Patrice Pattée, Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), donne pouvoir à Bertrand-Pierre Galey, Isabelle Debré (92) donne pouvoir à Sophie Deschiens, Patrick Ollier (Métropole du Grand-Paris) donne pouvoir à Sylvain Raifaud ;

**Excusés :** Jean-François Ploteau (Argenteuil), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Antoine Pirolli (Grand Paris Grand Est) ;

**Assistaient également à la séance :** Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Nathalie Couram, Responsable de l'administration générale et des RH, Fatima Ulrich, chargée de la communication, MM. Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal (Régie Velib') de la séance du 10 juin 2020
2. Approbation de la séance à huis-clos ;
3. Avis sur l'approbation de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' ;
4. Avis sur le Budget Supplémentaire n°1 de la Régie Autonome Velib' 2020 ;
5. Avis sur l'approbation des modifications des contributions 2020 du « budget annexe » ;
6. Avis sur les montants des contributions 2021 au Syndicat.

Le Président a ouvert la séance à 9 heures 45 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Il souhaite la bienvenue aux personnalités qualifiées, siégeant pour la première fois, Mme Christine Lambert et M. Frédéric Héran.

M. Patrice Pattée est désigné secrétaire de séance.

## 1. Approbation du procès-verbal (Régie Velib') de la séance du 10 juin 2020

**Le Président** indique que le procès-verbal de la séance précédente a été communiqué aux membres dans leur dossier. Il donne la parole aux membres.

**Frédéric Heran** (Personnalité qualifiée) propose de remplacer le terme « upgrade » par « amélioration de l'offre » ou « promotion ».

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 10 juin 2020.

*Pour (2 580,678): Asnières-sur-Seine (23), Argenteuil (7), Aubervilliers (14), Arcueil (9), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Châtillon (7), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Les Lilas (7), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Ouen (11), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Vaucresson (1), Villejuif (21), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascale Flamant) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Métropole du Grand Paris (Christophe Najdovski) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80)  
Abstention (33) : Bezons (3), Champigny-sur-Marne (10), Noisy-le-Sec (5), Vitry-sur-Seine (14), Christine Lambert (Personnalité qualifiée) (1),  
Contre (1) : Frédéric Heran (Personnalité qualifiée) (1).*

**Le procès-verbal** du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 10 juin 2020 est approuvé.

## 2. Approbation de la séance à huis clos (délibération VM 2020 07)

**Le Président** indique que l'état d'urgence contraint le Comité syndical à se tenir à distance, comme cela fut déjà le cas le 10 juin 2020. Pour des raisons techniques, le Comité ne peut se dérouler en présence du public. Cependant, il sera rendu disponible en accès libre, comme à chaque Comité, les délibérations, comptes rendus et autres documents sur le site internet du Syndicat. Il donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération aux membres.

**Le Comité syndical, intervenant en substitution du conseil d'exploitation après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité,** de se réunir exceptionnellement à huis clos.

3. Avis sur l'approbation de l'avenant n°1 de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' (délibération VM 2020 08)

**Le Président** attire l'attention sur l'importance de l'avenant à la convention avec la Métropole du Grand Paris permettant le subventionnement de 100 stations supplémentaires sur le territoire métropolitain, hors Paris. C'est extrêmement important pour le développement du service, la densification du réseau et le développement dans les nouvelles communes Velib' Métropole. Il donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

**Ghislaine Geffroy** (Directrice du Syndicat) présente l'aide de la Métropole du Grand Paris sur 100 stations supplémentaires, hors Paris pour une somme de 10 000 € par station et par an. Le Syndicat a commencé à travailler avec les équipes techniques de plusieurs membres sur l'implantation de 85 nouvelles stations dont environ 70 ont déjà leur adresse figée. Afin de permettre la commande de stations à Smovengo le plus rapidement possible, il est nécessaire que chaque délégué valide les adresses proposées pour que les stations soient mises en place dès 2021, si possible avant l'été.

**Le Président** donne la parole aux membres.

**Frédéric Sitbon** (Asnières-sur-Seine) indique que la validation de deux nouvelles stations sur le territoire a été très rapide grâce à la réactivité des équipes de Velib' Métropole.

**Alexandrine Mounier** (Nanterre) réitère sa demande faite au précédent Comité de recevoir de la documentation exhaustive afin de répondre aux questions des entreprises qui souhaitent cofinancer des stations. Elle rappelle que cela avait été déjà demandé durant la précédente mandature.

**Ghislaine Geffroy** (Directrice du Syndicat) annonce que les détails pratiques des modalités de financements externes des stations sont toujours à l'étude. Deux procédures sont prévues au marché : via le mécénat ou via le partenariat. Elle s'engage à informer les élus rapidement.

**Le Président** indique que les partenariats seront très importants pour aider au développement du service.

**Mohamed Houcini** (Fontenay-aux-Roses) souhaiterait également obtenir un exemplaire des informations concernant le partenariat.

**Le Président** indique que les informations seront diffusées à tout le monde dès lors que les études seront réalisées.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération à l'avis des membres.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE, à l'unanimité,** sur les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet d'avenant n°1 à la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération.

4. Avis sur le Budget Supplémentaire n°1 de la Régie Autonome Velib' 2020 (délibération VM 2020 09)

**Le Président** donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy et M. Florent Texier.

**Ghislaine Geffroy** (Directrice du Syndicat) indique que le budget 2020 a été voté en décembre 2019, sans que l'exécution budgétaire 2019 soit close.

Il est nécessaire d'adopter avant la fin de l'exercice le budget actuel à la clôture qui a eu lieu en début d'année. Le budget supplémentaire doit aussi s'adapter aux recettes de l'année 2020 qui a été moins mauvaise que prévue.

**Florent Texier** (Directeur des Finances) présente le budget supplémentaire. Celui-ci reprend l'excédent du Budget 2019 de 270 000 euros de recettes supplémentaires. Sur l'année 2020, les recettes usagers sont plus importantes d'1,7 Million d'Euros par rapport au budget primitif et des pénalités à l'opérateur seront inscrits pour un montant maximum de 500 000 €, en deçà des précédentes années. Une baisse est constatée sur les recettes des contributions avec des stations qui n'ont pas été ouvertes à Paris : cela représente 260 000 € en moins.

En dépense, il y a une hausse de l'intéressement à l'opérateur sur l'année 2019 à la suite de la grève des transports et une baisse de l'indemnité pour vandalisme qui a été estimée trop haute par rapport à ce qu'a demandé Smovengo.

Finalement, 2,2 millions d'euros sont disponibles pour financer ce budget supplémentaire et trois mesures sont proposés au Comité :

- Payer un acompte sur les stations attendues en 2021 (1,2 millions d'€) ;
- Augmenter la part de VAE (vélos à assistance électrique) de 35% à 40 % du parc (750 000 €)
- Baisser la contribution à l'équilibre demandée aux collectivités de 175 € par station.

**Le Président** donne la parole aux membres.

**Michel Budakci** (Saint-Maurice) souhaite connaître la signification de l'abréviation « VAE ».

**Le Président** indique qu'il s'agit de « Vélos à Assistance Électriques ».

**Frédéric Sitbon** (Asnières sur Seine) trouve que l'équilibre est satisfaisant et se réjouit de la demande pour le VAE et l'augmentation de l'offre, ainsi que de la baisse des contributions aux membres. Il remercie le Syndicat.

**Christine Lambert** (Personnalité qualifiée) n'apprécie pas l'objectif de ne pas payer l'impôt sur la société (IS) pour la régie Velib' du Syndicat.

**Samuel Besnard** (Cachan) remarque l'équilibre de la proposition faite avec une petite augmentation de la part du VAE sur le parc bien que cela entraîne aussi des frais supplémentaires d'entretiens. Concernant l'attention envers le paiement de l'IS du Syndicat, il indique être vigilant à l'utilisation de l'argent public pour le service public auquel il est perçu.

**Patrice Pattée** (Sceaux) indique comprendre la remarque de Christine Lambert mais que le but n'est pas tant d'éviter un paiement de l'Impôt sur les Sociétés que d'exploiter l'argent public de façon optimale pour la gestion du service public. Ce serait de la mauvaise gestion d'afficher un excédent qui entraînerait le paiement de l'IS. Il plaide depuis le début pour une augmentation de la part du VAE à 50 % du parc.

**Alexandrine Mounier** (Nanterre) indique que la forte demande de VAE peut être saisonnière, liée à l'hiver où les usagers souhaitent aller plus vite. Elle s'interroge aussi sur son impact environnemental par rapport au vélos mécaniques. Elle rappelle l'impact de l'usage des batteries.

**Ibrahima Traoré** (Val-de-Marne) met en avant l'importance des VAE sur des territoires où la topographie est accentuée. Concernant l'usage, plus la pente est accentuée, plus les usagers ont recours au VAE.

**Olivier Stern** (Montreuil) indique que son territoire est attentif à l'augmentation de la part de VAE liée à sa topographie. Il rappelle aussi les difficultés liées de réassort des stations en partie haute de Montreuil.

**Frédéric Heran** (Personnalité qualifiée) souhaite intervenir en tant qu'économiste. Si la demande de VAE est élevée, c'est que sa tarification est faible. Si on compare le tarif à celui pratiqué dans d'autres villes comme Barcelone ou Londres, le coût de l'abonnement à Paris est extrêmement faible.

**Marie-Hélène Magne** (Charenton-le-Pont) n'a pas pu intervenir à ce moment en raison de difficultés techniques liées à la visioconférence.

**Patrice Pattée** (Sceaux) approuve l'intervention de Frédéric Heran et indique qu'il est nécessaire de commencer à évoquer la tarification usager du service. La grille tarifaire aujourd'hui encourage l'usage du VAE avec la gratuité pour les trente premières minutes. Or l'usage sur de courtes distances et sur un terrain plat devrait privilégier le vélo mécanique, mais pour les usagers sur de longues distances, le VAE devient important. Il faut que la grille tarifaire reflète ces nécessités et s'adapte. Il ne fait cependant nul doute que le développement du vélo dans la métropole passe par le VAE.

Paris a fait la démonstration avec le Velib' original de la pertinence du vélo mécanique sur son territoire, la métropole doit faire cette même démonstration avec le VAE.

**Marie-Hélène Magne** (Charenton-le-Pont) exprime l'importance du travail à faire sur la grille tarifaire. Le VAE est aussi le moyen d'élargir des usagers sur une tranche d'âge élargie et permettre à des habitants de la grande couronne de rejoindre Paris. Bien qu'il ne faille pas négliger l'impact environnemental des batteries électriques, un équilibre doit être trouvé par le Syndicat.

**Alexandrine Mounier** (Nanterre) considère l'importance des éléments de saisonnalités, de topographie et d'événements extérieurs (grève, pandémie...) dans l'usage des Velib'. Les besoins des nouveaux cyclistes ne sont pas ceux des anciens. Il faut aussi permettre de conserver un prix d'accès ne défavorisant pas l'usage du vélo, dont les VAE, par une partie du public. Ce n'est pas au Syndicat de décider de l'usage ou non du VAE : un usager qui prend le VAE est un usager qui ne prend ni transport en commun, ni la voiture et va dans le sens de la mobilité douce.

Il y a un important enjeu environnemental sur la métropole. Il n'y a pas d'information sur le recyclage des batteries, par exemple. Il faut acquérir une forme de souplesse afin d'accompagner l'agilité de la mobilité : plus de VAE en hiver et plus de mécaniques le reste du temps.

**Mohamed Houcini** (Fontenay-aux-Roses) indique qu'il y a de réelles difficultés de ravitaillement des stations, en particulier pour les VAE. D'autant plus sur les endroits où la topographie est accentuée. Il fait part de son désaccord sur l'usage des vélos : si en hiver, les usagers souhaitent aller plus vite en VAE, l'été n'est pas non plus un climat qui engage à doubler ses efforts. Quand on met 45 minutes avec de fortes côtes pour accéder à Paris, c'est très compliqué de ne pas avoir à disposition de VAE. Toute une nouvelle population réfractaire auparavant au vélo et aux efforts physiques qu'il engage (âge, mal de dos, etc...) a pu changer d'avis grâce au VAE. Il faut savoir quelle offre permettra de justifier un abonnement plus élevé.

**Ghislaine Geffroy** (Directrice du Syndicat) répond aux différentes questions des membres.

Il n'a pas été noté d'effet saisonnier dans l'usage des VAE sur 2020 ou les années précédentes. Il y a cependant des effets conjoncturels.

L'usage du VAE représente 55% à 64% des déplacements alors que le parc n'est à ce jour que de 35% de VAE. De plus, son succès a un impact économique qu'il est nécessaire de retranscrire dans la grille tarifaire. Les tarifs doivent pouvoir encourager les usagers qui ont un déplacement compliqué à faire à le faire en VAE et encourager ceux qui ont un court trajet sur du plat à utiliser un vélo mécanique. C'est un travail engagé par le Syndicat qui vous sera présenté en début d'année 2021.

**Samuel Besnard** (Cachan) insiste sur l'importance de la réponse du Syndicat à la demande de VAE. Il ne faut pas que la question tarifaire soit tabou. Il est aussi important de voir le vélo dans son usage intermodal, en complément de l'offre de transports en commun existant.

**Bertrand-Pierre Galey** (GPSO) s'attend à un débat tarifaire important. Il félicite la présence d'un budget supplémentaire permettant d'accélérer plusieurs processus.

**Léa Ikkache** (Arcueil) souhaite savoir si des chiffres sur l'usage du service Velib' Métropole sont disponibles.

**Frédéric Héran** (Personnalité qualifiée) souhaite insister sur l'importance de cohérence. Quel est le but de ces VAE Velib' Métropole ? Est-ce d'offrir des vélos en permanence aux usagers par exemple sur des trajets domicile-travail ou est-ce d'offrir un avant-gout du VAE avant de louer Veligo ou d'acheter un modèle personnel ? Il n'est pas possible avec Velib' d'offrir un vélo à tout le monde, cela reste une offre d'appoint et non pas de fond. Il espère que l'usage du vélo se développe bien au-delà de ce que propose le Syndicat. Il paraît nécessaire d'avoir une réflexion sur la place de l'offre VAE Velib' Métropole dans cet ensemble. Cela ne peut pas être pour du vélo de tous les jours mais il semble plus pour de l'occasionnel. Il serait possible d'imaginer des abonnements temporaires de 2 ou 3 ans tout au plus et si les usagers ont besoin de leur vélo, ce n'est pas Velib' Métropole qui leur correspond mais une location longue durée ou un achat.

**Bernard Roche** (GPSO) s'inquiète de la volonté des nouveaux délégués arrivés cette année qui ont gagné le contrôle d'un magnifique service qui fonctionne bien mais auquel ils souhaiteraient modifier la mécanique. Il est important de ne pas compliquer la vie des usagers en multipliant les tarifs. Il est important de prendre le temps de la réflexion.

**Geneviève Gaillabaud** (La Garenne-Colombes) prend note que le vandalisme s'élève en 2020 à 130 000 €. Elle a peur que ce chiffre augmente, se rappelant l'expérience avec Autolib'. Il serait peut-être bon que les villes sécurisent leurs stations avec, par exemple, la vidéo surveillance.

**Patrice Pattée** (Sceaux) si on ne considère pas Velib' Métropole comme une solution pouvant répondre aux besoins des usagers quotidiennement, on risque de reproduire les difficultés existantes avec la voiture personnelle. Pour avoir travaillé sur le sujet, il n'y a aucun stationnement sécurisé réservé aux vélos et les poussettes ou épaves de vélos envahissent les stationnements classiques sur la voie publique. Si on veut que le vélo devienne un outil de mobilité au quotidien, il est important d'avoir le vélo partage. Avec 20 000 vélos, on arrive à réaliser 200 000 courses quotidiennes sans problèmes de stationnements, là où la quasi-totalité des voitures stationnent le long des rues.

**Alexandrine Mounier** (Nanterre) indique que c'est dans la multiplication des offres de mobilités douces qu'il est possible de réduire la place de la voiture en ville. Le Veligo a une offre particulière « d'arts et d'essai » alors que Velib' Métropole est pour un usage quotidien. L'offre de Velib' Métropole permet aussi de faciliter la gestion des places de stationnement pour les collectivités locales.

**Sidi Chiakh** (Le Kremlin-Bicêtre) souhaite que le prix reste constant, peu importe le zonage. Il n'est pas question de faire des tarifs adaptés à chaque zone. Il ne faut pas oublier que Velib' Métropole reste un service public. On peut remarquer que si l'autonomie des VAE est trop importante, les usagers peuvent se les accaparer. Avec une autonomie moins importante, les vélos seraient plus souvent en station. Plus la batterie du Velib' est importante, moins l'utilisateur souhaitera l'abandonner. Concernant les vélos personnels, il constate qu'aucune aide n'a été mise en place sur l'achat de kits de vélos permettant de transformer un vélo mécanique en vélo électrique.

**Le Président** rappelle que la question tarifaire n'est pas du tout un tabou et qu'il sera donné l'occasion de travailler à ce sujet très prochainement. Le débat porte actuellement sur le budget supplémentaire du Syndicat pour l'année 2020.

**Frédéric Héran** (Personnalité qualifiée) précise que le but du service Velib' Métropole est bien essentiel. Cependant, est-il là pour augmenter significativement la pratique ? Il lui semble qu'il est plutôt là pour stimuler la pratique.

En se projetant dans une décennie, il est souhaité que le vélo se développe de façon importante. Or, plus le vélo se développera, plus Velib' Métropole deviendra un service d'appoint et non pas fondamental. Il a joué un rôle historique important, il continue d'en jouer un de stimulation mais il ne peut constituer aujourd'hui l'offre principale de vélo. Ce qui compte, c'est que peu à peu les gens s'équipent. Il rappelle que les vélos en appartement et copropriétés sont bien souvent partagés : c'est l'offre de stationnement qu'il faut améliorer.

**Mohamed Houcini** (Fontenay-aux-Roses) indique qu'un VAE immobilisé pour recharger sa batterie plus souvent afin de limiter les plus longs usages est un vélo qui est immobilisé plus longtemps et représente donc une perte de rentabilité ou d'usage. Pour le vélo personnel, il indique que la réflexion menée sur la refonte d'un quartier sur son territoire concerne le lieu de convivialité, de service et de stockage autour du vélo. On est qu'aux balbutiements de l'intermodalité.

**Florent Lacaille-Albiges** (Noisy-le-Sec) souhaiterait savoir s'il n'était pas possible de distinguer les stations lors du réassort afin d'alimenter plus en VAE celles dont la topographie le nécessite et cela pour quel coût ? Il rappelle aussi le problème de manque de places afin de stationner les vélib' en station et souhaite connaître la possibilité et le coût de l'augmentation du nombre de places.

**Frédéric Sitbon** (Asnières-sur-Seine) souhaite insister sur l'importance de Velib' Métropole qui n'est pas un système d'appoint. C'est bien pour cela que les communes souhaitent augmenter leur offre afin de répondre au quotidien des habitants. L'avenir dans 10 ans est dans le partage et le vélopartage, c'est un fait. Il semble que dans l'avenir, il n'y aura plus de voitures ou vélos qui nous appartiendront. Pour certains usagers c'est de l'appoint, pour d'autres c'est leur quotidien.

**Le Président** indique qu'un groupe de travail devrait être mis en place l'année prochaine sur les tarifs. Il semble important de limiter l'usage du VAE sur de courtes distances et il précise que toutes les décisions seront prises avec l'ensemble des données d'usage de Smovengo et du Syndicat. Il sera nécessaire d'anticiper les usages à venir après l'application de la nouvelle grille tarifaire. Concernant le budget supplémentaire et la soumission à l'IS, le résultat doit-il être alloué au service ou aller dans les caisses de l'État ? Il privilégie le développement du service et le retour aux collectivités.

Sur le passage du VAE de 35% à 40% du parc, il s'agit d'accompagner les usages. La refonte de la grille tarifaire permettra de travailler l'équilibre entre VAE et vélos mécaniques.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération à l'avis des membres.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE** sur le budget supplémentaire 2020 du budget annexe.

*Pour (2 586,678): Asnières-sur-Seine (23), Argenteuil (7), Aubervilliers (14), Arcueil (9), Bagneux (14), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Châtillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Les Lilas (7), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Ouen (11), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Vaucluse (1), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est*



*(Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascale Flamant) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Métropole du Grand Paris (Christophe Najdovski) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), Frédéric Heran (Personnalité qualifiée) (1), Christine Lambert (Personnalité qualifiée) (1) ; Abstention (25) : Bezons (3), Créteil (20), Enghien-Les-Bains (2) ; Contre (0).*

5. Avis sur l'approbation des modifications des contributions 2020 du « budget Annexe » (délibération VM 2020 10)

**Le Président** donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

**Ghislaine Geffroy** (Directrice du Syndicat) indique qu'il était prévu au BS de diminuer de 175 € la participation des communes. Pour la ville de Paris, la contribution par station serait de 19 825 € par station et pour les membres hors de Paris, la contribution par station serait de 9 825 €, prenant en compte la contribution de la Métropole.

**Marie-Hélène Magne** (Charenton-le-Pont) fait remarquer des erreurs de chiffres sur certains projets d'avis qui ont été communiqués aux membres avant le Comité.

**Ghislaine Geffroy** (Directrice du Syndicat) précise que cette erreur sera corrigée sur l'avis finalisé.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE** sur la modification des contributions 2020 du budget annexe.

*Pour (2 591,678): Asnières-sur-Seine (23), Argenteuil (7), Aubervilliers (14), Arcueil (9), Bagneux (14), Bezons (3), Bois-Colombes (4), Bourg-la-Reine (5), Bougival (1), Bry-sur-Marne (2), Cachan (11), Charenton (6), Chatenay-Malabry (5), Châtillon (7), Champigny-sur-Marne (10), Choisy-le-Roi (4), Clamart (14), Clichy-la-Garenne (18), Colombes (23), Courbevoie (12), Enghien-Les-Bains (2), Fontenay-sous-Bois (15), Fontenay-aux-Roses (9), Gennevilliers (14), Gentilly (4), Le Kremlin Bicêtre (6), Levallois-Perret (21), La Garenne-Colombes (12), Le Blanc-Mesnil (1), Le Bourget (4), Les Lilas (7), Maisons-Alfort (10), Malakoff (16), Montreuil (35), Montrouge (15), Nanterre (41), Noisy-le-Sec (5), Nogent sur Marne (7), Paris (Sylvain Raifaud) (806), Paris (François Vauglin) (806), Pantin (24), Puteaux (6), Rueil Malmaison (26), Romainville (6), Rungis (3), Saint-Ouen (11), Saint-Denis (18), Saint-Cloud (6), Saint-Mandé (9), Saint-Maurice (5), Sceaux (8), Vaucresson (1), Villejuif (21), Vitry-sur-Seine (14), Versailles (4), Vincennes (14), Grand Paris Grand Est (Patricia Vavassori) (2,857), Grand Paris Grand Est (Marie-Claude Huart) (2,857), Grand Paris Grand Est (Henri Carratella) (2,857), Grand Paris Grand Est (Mickaël Rigault) (2,857), Grand Paris Seine Ouest (Bertrand-Pierre Galey) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Bernard Roche) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Alain Mathioudakis) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Antoine Dupin) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (David Daoulas) (15,375), Grand Paris Seine Ouest (Pascale Flamant) (15,375), Métropole du Grand Paris (Patrick Ollier) (101), Métropole du Grand Paris (Christophe Najdovski) (101), Hauts-de-Seine (1), Val-de-Marne (2), Ile-de-France (80), Frédéric Heran (Personnalité qualifiée) (1), Christine Lambert (Personnalité qualifiée) (1) ; Abstention (20) : Creteil (20) ; Contre (0).*

## 7. Avis sur les montants des contributions 2021 au Syndicat (délibération VM 2020 11)

**Le Président** donne la parole à Mme Ghislaine Geffroy.

**Ghislaine Geffroy** (Directrice du Syndicat) indique que lors du prochain Comité syndical aura lieu le débat d'orientation budgétaire et, en mars, le vote du budget primitif 2021. Dès maintenant, doivent être approuvés le montant des contributions 2021 mais celles-ci seront adaptées après le vote du budget si besoin. A ce jour sont reconduits le montant des contributions des années passées : soit 20 000 € par station sur Paris et 10 000 € par station hors Paris.

**Le Président** donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération à l'avis des membres.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité,** sur les montants des contributions 2021 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris: 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris: 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP): 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, avant le 1er janvier 2020: la participation est de 10 000 euros par an par station, Pour les stations commandées et implantées sur le territoire de la Métropole hors Paris, après le 1er janvier 2020, dans la limite de 100 stations: la participation est de 10 000 euros par an, en moyenne sur la durée restante du marché, par station, avec 55 000 euros l'année de la commande des stations par le Syndicat au titulaire du marché.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2021.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

*L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h10.*

Le secrétaire de séance

Le Président,

Patrice Pattée

Sylvain Raifaud